

Cartes. La Turquie, ou la montée en puissance d'un État ambigu

samedi 13 mai 2023, par [AB PICTORIS](#), [Pierre VERLUISE](#)

Citer cet article / To cite this version :

[AB PICTORIS](#), [Pierre VERLUISE](#), **Cartes. La Turquie, ou la montée en puissance d'un État ambigu**, *Diploweb.com : la revue géopolitique*, 13 mai 2023.

Hum... Vous semblez apprécier le DIPLOWEB.COM. Nous vous en remercions et vous invitons à participer à sa construction.

Le DIPLOWEB.COM est LE media géopolitique indépendant en accès gratuit, fondé en l'an 2000. Nous vous proposons de participer concrètement à cette réalisation francophone de qualité, lu dans 190 pays. Comment faire ? Nous vous invitons à verser un "pourboire" (tip) à votre convenance via le site <https://fr.tipeee.com/diploweb> . Vous pouvez aussi rédiger un chèque à l'ordre du DIPLOWEB.COM et l'adresser à Diploweb.com, Pierre Verluise, 1 avenue Lamartine, 94300, Vincennes, France. Ou bien encore faire un virement bancaire en demandant un RIB à l'adresse expertise.geopolitique@gmail.com.

Avec 5 000€ par mois, nous pouvons couvrir nos principaux frais de fonctionnement et dégager le temps nécessaire à nos principaux responsables pour qu'ils continuent à travailler sur le DIPLOWEB.COM.

Avec 8 000€ par mois, nous pouvons lancer de nouveaux projets (contenus, événements), voire l'optimisation de la maquette du site web du DIPLOWEB.COM.

Dans quelle mesure la Turquie est-elle en passe de devenir une puissance régionale ? Construit sur trois cartes commentées, voici un tableau géopolitique de la Turquie au moment des élections de 2023. Un retour en puissance sur la scène diplomatique : quand la Turquie s'assure une place de choix dans son environnement stratégique. La Turquie, un point géostratégique crucial devenu une épine dans le pied de l'OTAN ? Une puissance militaire montante : retour aux opérations extérieures et « diplomatie du drone ». Les cartes sont disponibles aux formats JPG et PDF haute qualité d'impression.

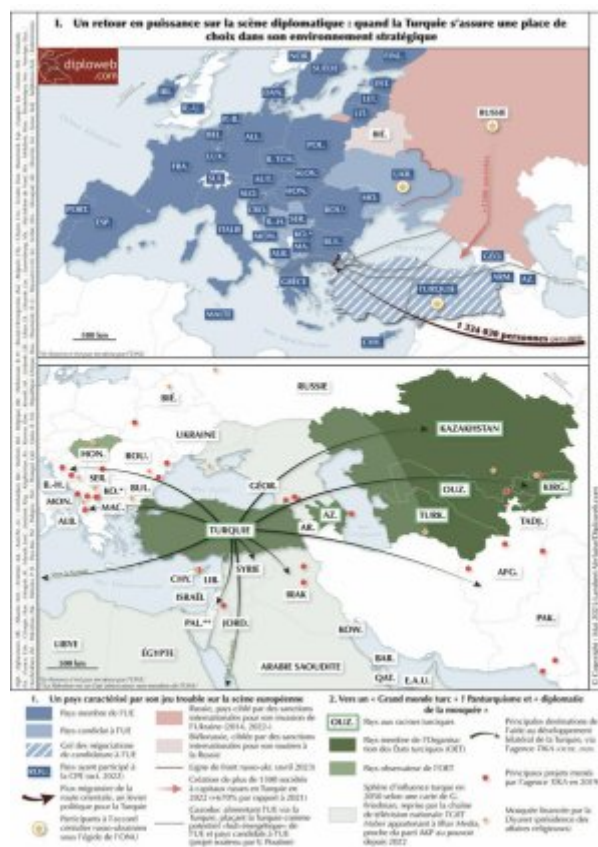
LE 14 mai 2023 se tiennent en Turquie les élections législatives ainsi que les élections présidentielles, qui constituent un enjeu de taille pour cet État gouverné par le parti **AKP** [1] depuis plus de vingt ans, et par son leader **Recep Tayyip Erdogan** depuis 2014 [2]. En raison de la situation économique instable du pays depuis plus d'un an [3], accentuée par les tremblements de terre qui ont secoué le pays en février 2023, l'image du parti **AKP** semble se ternir et ces élections pourraient changer le paysage politique turc. En effet, elles ont le pouvoir de renverser le verrouillage politique qui s'opère progressivement dans le pays depuis la tentative de coup d'État de 2016, et ainsi de restaurer l'État de droit, les droits fondamentaux ou encore la liberté d'expression. Au cœur de ces élections cruciales, quatre candidats : **Kemal Kiliçdaroglu**, représentant « l'Alliance de la nation » [4], **Muharrem Ince**, issu du Parti de la Nation, **Sinan Ogan**, candidat de « l'Alliance d'Ata », et, bien évidemment, le président sortant **Recep Tayyip Erdogan**, qui a déjà effectué deux mandats présidentiels [5].

Le résultat de ces élections présidentielles pourrait avoir un impact sur la **politique étrangère** de la Turquie. Ankara, sous la présidence d'Erdogan, se caractérise par son rôle particulièrement **ambigu** sur la scène européenne : alors que la Turquie est candidate à l'UE et membre de l'OTAN, elle s'est progressivement écartée des pays occidentaux depuis le **verrouillage politique** du pays entamé en 2016, et met un point d'honneur à maintenir des relations étroites avec la Russie [6]. Cette ambiguïté se perçoit surtout à travers sa position au sujet de la relance de **l'invasion de l'Ukraine par la Russie** le 24 février 2022 en servant **d'intermédiaire** pour contourner les sanctions internationales contre Moscou. Même si l'État turc semble jouer un jeu trouble entre ces deux belligérants, elle s'efforce finalement d'exploiter sa position « **d'équilibre** » entre deux pôles de puissance - l'un centré autour de l'Union européenne et l'autre centré autour de Moscou - afin de tracer sa propre voie et de devenir, à terme, **une puissance d'envergure régionale**.

Malgré les difficultés économiques et politiques que traverse l'État turc depuis quelques années, il est intéressant de voir que la politique étrangère menée par Erdogan depuis son arrivée au pouvoir n'a cessé de suivre l'objectif de **replacer la Turquie au centre de la carte**. Pont entre l'Europe et l'Asie et véritable **carrefour de la Méditerranée orientale**, Ankara dispose de nombreux atouts qui la rendent incontournable sur la scène européenne, asiatique, moyen-orientale, et dans une moindre mesure, sur la scène africaine. En plus d'une localisation géographique stratégique, la Turquie s'est dotée d'une stratégie d'influence, s'appuyant tant sur un **panislamisme « à la turque »** que sur des exportations d'armes, qui semble peu à peu faire ses preuves au sein de l'environnement stratégique turc. **Alors, dans quelle mesure la Turquie est-elle en passe de devenir une puissance régionale ?**

Afin de répondre à cette question, nous verrons tout d'abord l'ascension de la Turquie au sein de son environnement stratégique. Ensuite, nous observerons la façon dont la Turquie, qui constitue un point géostratégique crucial pour l'Alliance, se transforme peu à peu en épine dans le pied pour cette dernière. Enfin, nous étudierons la montée en puissance de la Turquie dans le domaine militaire, grâce à son industrie de défense lui permettant de mettre en place une véritable « diplomatie du drone ».

I. Un retour en puissance sur la scène diplomatique : quand la Turquie s'assure une place de choix dans son environnement stratégique



Carte. La Turquie. Un retour en puissance sur la scène diplomatique : quand la Turquie s'assure une place de choix dans son environnement stratégique

Cliquer sur la vignette pour agrandir la carte. Conception B. Lambert et P. Verluise. Réalisation B. Lambert AB Pictoris. Voir aussi [la carte au format PDF haute qualité d'impression Lambert-Verluise/Diploweb.com](https://www.diploweb.com)

Un pays caractérisé par son jeu trouble sur la scène européenne

Véritable pont entre les sous-continent européen et asiatique, la Turquie a tout intérêt à se tourner vers le sous-continent européen et se rapproche très tôt de la Communauté économique européenne (CEE). En effet, elle dépose en 1959 une demande d'association à la

CEE, scellée quelques années plus tard par l'Accord d'Ankara [7] dans le but d'envisager une adhésion du pays au sein de cette institution. Plus de vingt ans après l'entrée en vigueur de cet accord, l'État turc adresse sa candidature à la CEE en 1987. Cependant, compte-tenu de la position de [la Turquie](#) vis-à-vis de certains sujets politiques, la Communauté ne semble pas pressée d'intégrer le pays. En effet, le Parlement européen décide de conditionner, entre autre, l'entrée de la Turquie dans la Communauté à la reconnaissance du génocide arménien [8]. La Commission européenne rend finalement un avis négatif en 1989 sur l'ouverture de négociations avec Ankara, qu'elle justifie notamment par les mauvaises relations que le pays entretient avec la Grèce, membre de la CEE, mais aussi par l'invasion turque du nord de Chypre [9] survenue quinze ans auparavant.

Le Conseil européen décide finalement de considérer [la Turquie](#) comme un État candidat à l'UE [10] en 1999, et les négociations débutent en 2005. A partir de 2010, ces négociations ralentissent considérablement. Les relations entre Ankara et Bruxelles pâtissent de nombreux points de tensions, tels que [la question chypriote](#), la crise migratoire de 2015-2016, la tentative de coup d'État de 2016, et dernièrement, l'attitude d'Ankara vis-à-vis de Moscou. Compte-tenu de sa position géographique particulièrement stratégique, l'État turc est en mesure de se placer ces dernières années comme un acteur à considérer sur la scène européenne grâce à certains leviers qu'il n'hésite pas à utiliser pour faire pression sur l'Union européenne. L'exemple le plus probant est sûrement celui de la crise migratoire qui secoue le continent européen [en 2015](#). La Turquie, en raison de sa position sur la route migratoire orientale [11] devient une « porte d'entrée » vers l'Union européenne : Bruxelles devient dépendante du contrôle migratoire par Ankara. Un accord est signé entre les deux parties en mars 2016 prévoyant le renvoi vers la Turquie des migrants s'étant vus refuser une demande d'asile, en échange de deux enveloppes de 3 milliards d'euros pour la gestion migratoire sur le sol turc. L'utilisation de « l'arme migratoire » par le président turc, couplée au verrouillage progressif du pays depuis la tentative de coup d'État de 2016, a par ailleurs poussé l'UE à geler une première fois ses négociations avec la Turquie pour son entrée dans l'Union [12].

Ce [jeu trouble d'Ankara](#) se perçoit aussi dernièrement dans son attitude vis-à-vis de la Russie malgré la guerre qu'elle a relancé en Ukraine [13]. En effet, les bonnes relations que la Turquie entretient avec Kiev et Moscou lui permettent de se placer comme un point « d'équilibre » entre les deux belligérants. Cela lui confère un rôle de médiation qu'elle n'a pas hésité à revêtir, lui permettant de peser sur la scène diplomatique européenne. Cela s'est perçu lors de l'élaboration d'un accord russo-ukrainien sur l'exportation des céréales ukrainiennes sous l'égide de l'ONU en juillet 2022. Cependant, malgré son soutien officiel à l'Ukraine, la livraison d'armes à cette dernière et la fermeture de ses détroits aux bâtiments militaires russes dès mars 2022, Ankara maintient des relations très étroites avec Moscou, et ne compte pas se joindre au pôle occidental pour imposer des sanctions à la Russie. Elle a tout intérêt à servir d'intermédiaire pour le contournement de celles-ci [14], mais peut également profiter de ces dernières pour se placer comme le « hub énergétique » de l'UE et de ses pays candidats (ce projet est par ailleurs largement soutenu par V. Poutine). En effet, les sanctions interdisant les importations de gaz et de pétrole russe, les installations desservant les pays membres et candidats de l'UE en provenance directe de Russie ne sont plus une option. La grande majorité des gazoducs que l'UE peut utiliser passent par la Turquie, permettant à l'État turc nouveau de se placer comme un acteur incontournable sur la scène européenne.

Vers un « Grand monde turc » ? Panturquisme et « diplomatie de la mosquée »

En plus de sa volonté de se placer comme un acteur de poids face à l'Union européenne, la Turquie compte également devenir une puissance d'envergure régionale en s'implantant durablement dans trois régions-clés : les Balkans, le Caucase, et l'Asie centrale. Forte de son passé impérial [15], Ankara ne cache plus ses ambitions et use notamment des liens historiques [16], religieux et linguistiques [17] qui la rapprochent de ces trois régions pour façonner sa politique étrangère depuis le début des années 2000.

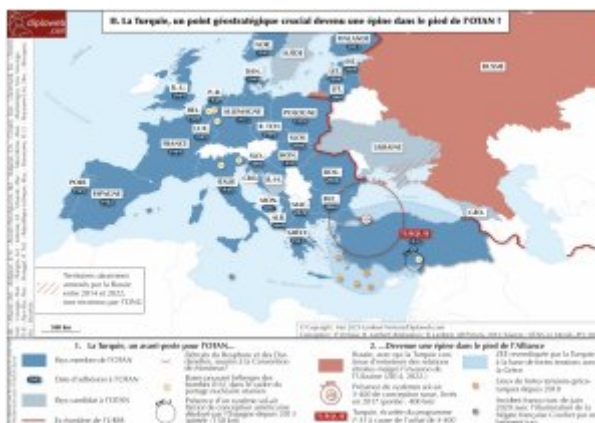
C'est notamment dans ce contexte qu'elle a formé un projet turc, centré autour d'un sentiment pan-turc et pan-islamiste : l'Organisation des États turciques (OET). Cette organisation, créée en 2009, regroupe la Turquie, l'Azerbaïdjan, le Kazakhstan, le Kirghizistan, l'Ouzbékistan et dernièrement le Turkménistan [18]. Il semble important de souligner l'adhésion pleine et entière d'Achgabat à l'OET, car, il s'agit de la seule organisation régionale à laquelle le Turkménistan participe en tant que membre à part entière (il n'est qu'un État associé de la Communauté des États indépendants [19], et qu'un État invité à l'Organisation de coopération de Shanghai [20]). La région centre-asiatique, considérée par la Russie comme son « étranger proche » et par la Chine comme une « ceinture logistique », est le théâtre d'une forte lutte d'influence au sein duquel la Turquie semble déterminée à devenir un acteur de taille. En plus de cette organisation ouvertement pan-turque, Ankara met en place une stratégie d'influence dans son environnement stratégique, basée sur deux organes gouvernementaux d'importance : l'agence d'aide au développement *TIKA*, et la présidence des affaires religieuses (*Diyanet*).

L'agence *TIKA* est un outil important pour la politique étrangère turque au sein des régions balkanique, caucasienne et centre-asiatique. Créée en 1992 au lendemain de la dissolution de l'URSS, elle a pour premier objectif d'aider au développement et à la coopération avec les pays et les communautés turcophones. Les pays du Caucase et d'Asie centrale étant d'ex-républiques soviétiques mais aussi pour la plupart des États turciques, l'action de la *TIKA* est dans un premier temps directement orientée vers ces derniers. Elle devient un outil de taille pour la politique étrangère turque qu'à partir des années 2000, en s'ouvrant notamment aux Balkans, au Moyen-Orient et au continent africain, passant de 12 bureaux de coordination en 2002 à 33 en 2012 [21]. L'agence œuvre dans de nombreux domaines, de la construction d'écoles et d'universités à la mise en place de projets sociaux et culturels, en passant par la création de bourses pour attirer les étudiants étrangers à se former en Turquie. Elle est très active dans la restauration du patrimoine ottoman dans les Balkans, ce qui lui vaut souvent d'être perçue comme l'outil d'une politique « néo-ottomane » menée par le président turc.

Sur le plan religieux, la *Diyanet*, ou Présidence des affaires religieuses, est largement utilisée par l'État turc pour ancrer son influence dans ses trois « région-cibles ». Créée en 1924, elle s'occupe des lieux de culte et des activités liées à l'islam (sunnite), non seulement au sein du pays, mais également dans les pays où il existe une forte diaspora turque. Des branches de la *Diyanet* ont même vu le jour dans certains pays européens et supervisent de nombreuses mosquées en leur sein : l'*ATIB* en Autriche, la *DITIB* en Allemagne, la Fondation religieuse islamique turque en Belgique... Bien qu'ancienne, la *Diyanet* a vu son rôle et son budget s'accroître à partir de 2010, et est souvent vue comme un outil au service du parti *AKP* pour maintenir une influence sur la diaspora turque. L'importance croissante de cette institution se

perçoit également à travers la (re)construction de mosquées financées par la Turquie, qui sont souvent inaugurées par le président Erdogan en personne : c'est le cas de la mosquée centrale de Bichkek au Kirghizistan, de la mosquée *Khoja Ahmed Yasavi* à Turkestan au Kazakhstan, ou encore de la mosquée *Xhamia* de Mitrovica au Kosovo [22]. La Turquie semble mettre en place une véritable « diplomatie de la mosquée » à l'instar du Qatar et de l'Arabie saoudite, également présents dans la construction de bâtiments religieux dans les Balkans et en Asie centrale, afin de se placer comme une puissance du monde islamique.

II. La Turquie, un point géostratégique crucial devenue une épine dans le pied de l'OTAN ?



Carte. La Turquie, un point géostratégique crucial devenu une épine dans le pied de l'OTAN ?

Cliquer sur la vignette pour agrandir la carte. Conception : AB Pictoris B. Lambert, P. Verluise.

Réalisation AB Pictoris B. Lambert. Voir aussi [la carte au format PDF haute qualité d'impression](#).

Lambert-Verluise/Diploweb.com

La Turquie, un avant-poste pour l'OTAN...

Comme souligné plus haut, la Turquie jouit d'une position de carrefour géographique, qui a largement servi d'avant-poste pour l'Organisation du Traité de l'Atlantique nord (OTAN) lors de la Guerre froide qui a opposé le bloc de l'Ouest, majoritairement composé des pays occidentaux, au bloc de l'Est, regroupant les États communistes, entre 1947 et 1991. Alors que l'Alliance se forme en 1949, la Turquie y adhère dès 1952 et devient un atout de taille pour l'Organisation : située sur le flanc Sud de l'URSS, seul point d'entrée et de sortie de la Flotte soviétique de la Mer Noire vers la Méditerranée - et notamment vers sa base de Tartous (Syrie) -, elle partage également les rives de la mer Noire avec des pays issus du bloc de l'Est (la Roumanie, la Bulgarie et l'Union soviétique [23]). Cette position géographique fait de la Turquie un point géostratégique majeur pour les membres de l'OTAN lors de la Guerre froide. Il paraît alors logique que la Turquie soit sélectionnée, à l'instar de la Belgique, des Pays-Bas, de l'Allemagne, de l'Italie, de la Grèce et du Canada [24], pour héberger des installations de l'OTAN abritant des bombes américaines nucléaires B-61 dans le cadre du partage nucléaire otanien.

L'éclatement du bloc de l'Est, la dissolution de l'URSS et la fin de la Guerre froide n'ont pas retiré à la Turquie son rôle d'avant-poste de l'Alliance. Grâce à sa position de carrefour

méditerranéen et de sa proximité immédiate de la péninsule arabique, l'OTAN utilise notamment le sol turc pour déployer des *AWACS* et des systèmes anti-aériens dans le cadre de ses opérations *Anchor Guard* puis *Ace Guard*. Il en va de même pour ses opérations en Afghanistan, mais aussi pour son soutien à la Coalition internationale contre Daech. En effet, la Turquie étant frontalière de la Syrie, trois membres de l'OTAN, les États-Unis, l'Espagne et les Pays-Bas, y installent des systèmes anti-aériens de conception américaine *Patriot* (*PAC-3* pour la plupart) aux alentours de la ville d'Adana dans le sud de l'État turc à partir de 2013 [25].

De plus, alors que la Guerre froide est terminée depuis plus de vingt ans, le refroidissement des relations russo-occidentales à la suite de l'annexion de la Crimée (2014) place à nouveau la Turquie en tant que point géostratégique indispensable à l'Alliance. Le maintien des bombes *B-61* au sein de la base d'Incirlik dans le cadre du partage nucléaire de l'OTAN confère à la Turquie un rôle de taille en assurant une (petite) partie de la dissuasion nucléaire de l'Alliance face à la puissance nucléaire russe [26]. Ainsi, la Turquie, par son rôle « d'avant-poste », compte se rendre incontournable au sein de l'Alliance, et ce, malgré de grands points de tensions qui existent entre Ankara et d'autres État-membres.

... Devenue une épine dans le pied de l'Alliance

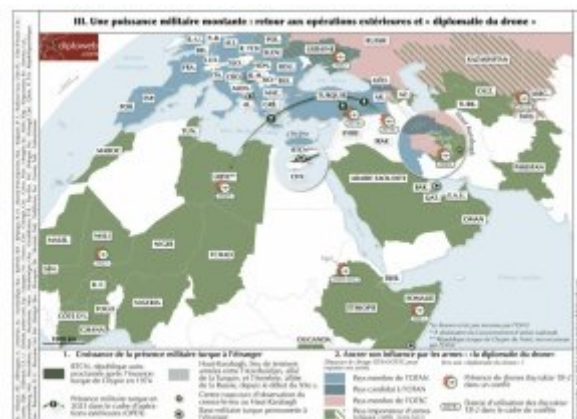
À l'instar de ses actions ambiguës sur la scène politique européenne, la Turquie joue un jeu trouble au sein de l'Alliance depuis quelques années, et ce, notamment en raison de ses relations étroites avec la Russie. Même s'ils possèdent eux aussi leurs points de discorde, les deux États entretiennent des relations d'interdépendance : les flux de touristes russes représentent une part importante du secteur touristique turc, la Russie représente plus de la moitié des importations turques de céréales, et le territoire turc permet à Moscou d'exporter entre autres son gaz vers l'Union européenne et ses pays candidats par la Mer Noire [27]. De plus, l'État turc sert d'intermédiaire parfait entre la Russie et les pays de l'UE pour contourner les sanctions, au point que les États-Unis ont sanctionné quatre entités basées en Turquie accusées d'avoir aidé la Russie dans son offensive en Ukraine début avril 2023 [28]. Moscou semble ne plus pouvoir se passer d'Ankara, ce qui permet à cette dernière de se doter d'un levier de plus pour se placer comme une puissance d'envergure régionale. La position de la Turquie face, d'un côté, aux États-Unis et à l'Alliance en général, et de l'autre, à la Russie, permet à Ankara de tracer sa propre voie, mais aussi de s'autoriser à défier l'un et l'autre quand elle le souhaite. Ce fut notamment le cas lorsque la Turquie a décidé de se procurer deux systèmes de défense anti-aérien *S-400* russes, absolument incompatibles avec le matériel de l'OTAN. Cet achat, passé en 2017, a exposé Ankara à des sanctions de la part des États-Unis, et l'a exclue du programme de chasseurs *F-35*.

Mis à part les relations turco-russes qui représentent un point de tension majeur au sein de l'Alliance, la Turquie entretient des liens épineux avec d'autres État-membres, notamment avec la Grèce et dernièrement avec la France. Bien que formellement alliés depuis leur entrée dans l'OTAN en 1952, Athènes et Ankara maintiennent d'importants points de discorde. Les tensions ne cessent de monter entre les deux États depuis les années 1970, en raison notamment de la crise chypriote, mais aussi des droits de souveraineté en mer Égée. La Turquie et la Grèce ne s'entendent pas sur la largeur de leurs eaux territoriales, sur la souveraineté sur certaines îles inhabitées de la mer Égée et dernièrement sur leur zone économique exclusive (ZEE), Ankara ayant violé la ZEE grecque pour y mener des recherches gazières en 2020. Ces tensions se ressentent également au sein de leur espace aérien

respectif, les deux États n'ayant toujours pas réussi à s'accorder sur la largeur de celui-ci, menant à de nombreuses accusations mutuelles de violer l'espace aérien de l'autre.

Plus récemment, un incident maritime a opposé la Turquie et la France, également alliées au sein de l'Alliance. En juin 2020, alors que la frégate française *Courbet* inspecte un cargo turc suspecté de contrebande d'armes, un bâtiment de guerre turc l'aurait « illuminé » à trois reprises. Cette illumination, qui constitue un acte agressif, a poussé la France à se retirer de manière temporaire des opérations otaniennes en Méditerranée. En plus de ces incidents entre États-membres de l'Alliance, nous pouvons également souligner l'attitude turque vis-à-vis des candidatures d'adhésion de la Finlande et de la Suède à l'OTAN : ces deux États ont déposé leur candidature auprès de l'Organisation en réaction à la relance de l'invasion russe de l'Ukraine en 2022. Ankara a saisi cette opportunité pour brandir son veto [29] et imposer ses propres conditions à la Finlande et la Suède, qui hébergent des opposants dont des membres du PKK [30] en exil. En mai 2023, alors que la Finlande est désormais membre de l'Alliance, la Suède est toujours suspendue au veto turc (et hongrois) pour son adhésion.

III. Une puissance militaire montante : un retour aux opérations extérieures et une « diplomatie du drone »



Carte. La Turquie. Une puissance militaire montante : retour aux opérations extérieures et "diplomatie du drone"

Cliquer sur la vignette pour agrandir la carte. Conception B. Lambert et P. Verluise. Réalisation B. Lambert AB Pictoris. Voir aussi [la carte au format PDF haute qualité d'impression](#)

Lambert-Verluise/Diploweb.com

Croissance de la présence militaire turque à l'étranger

Afin de se rendre absolument incontournable au sein de son environnement stratégique, la Turquie se doit de devenir une puissance militaire à part entière. Alors que la politique extérieure de l'AKP se base sur la doctrine du « zéro problème avec les voisins » [31] lors de son arrivée au pouvoir en 2002, Ankara vire radicalement de bord à partir de 2015. En effet, les forces armées turques entament des opérations contre le PKK, d'abord sur le sol turc, puis au Nord de la Syrie à partir de 2016, mais aussi au Kurdistan irakien dès 2020. La lutte contre l'État islamique en Syrie, mais aussi en Irak, a largement renforcé le contrôle territorial des Kurdes à la frontière syro-turque. Avec la fin du cessez-le-feu arrivant à son terme entre la

Turquie et le *PKK*, Ankara a décidé de s'engager pleinement sur le sol syrien. Elle dérive donc de sa doctrine initiale du « zéro problème avec les voisins » et privilégie un retour à l'interventionnisme. Ce même phénomène s'applique en janvier 2020 en Libye, où la Turquie décide de s'engager aux côtés du Gouvernement d'union nationale. Elle y maintient en 2023 une présence armée malgré l'appel de la communauté internationale au départ de toutes les forces étrangères du territoire libyen. Notons malgré tout que la présence militaire turque en Syrie, en Irak et en Libye a provoqué de nombreuses crispations au sein de la communauté internationale - et de l'OTAN en particulier -, l'Allemagne et la France ayant notamment décidé d'imposer un embargo sur les ventes d'armes à Ankara à la suite de l'intervention turque au Nord de la Syrie en 2019.

La montée en puissance turque sur le plan militaire passe également par l'établissement de bases militaires à l'étranger. Alors qu'Ankara possédait déjà deux bases à l'étranger, la première en RTCN depuis 1974 et la seconde à Pasha Liman en Albanie depuis 1992, elle dispose désormais de nouveaux points d'appui temporaires dans le cadre de ses opérations extérieures, dont au moins une en Libye et deux en Irak, mais aussi et surtout de nouvelles bases permanentes à l'étranger. La Turquie construit sa plus grande base militaire à l'étranger au Qatar en 2016 lui permettant de stationner 5000 soldats. Un an plus tard, elle inaugure une base à Mogadiscio en Somalie, puis acquiert la même année une concession sur l'île soudanaise de Suakin dans la Mer rouge pour une durée de 99 ans [32].

Il est également intéressant de noter qu'en plus de la multiplication des points d'appui turcs à l'étranger, l'État turc souhaite se poser comme une puissance capable de garantir un cessez-le-feu. Elle se place comme telle au Haut-Karabagh, région disputée entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan depuis le début du XXe siècle. En effet, aux côtés de la Russie, alliée de l'Arménie, la Turquie, elle-même alliée de l'Azerbaïdjan, a ouvert un Centre d'observation du cessez-le-feu entre les deux belligérants, à la suite de la guerre des 44 jours qui a eu lieu en 2020. Cependant, ce cessez-le-feu est violé en 2022, et les tensions entre Bakou et Erevan continuent de croître avec notamment le blocage du corridor de Latchin par l'Azerbaïdjan, qui relie le Haut Karabagh majoritairement peuplé d'Arméniens à l'État arménien depuis décembre 2022.

Ancrer son influence par les armes : la « diplomatie du drone »

Puissance militaire montante avec des dépenses militaires à hauteur de 15,48 milliards de dollars (soit 2,1% de son PIB) [33], la Turquie possède une industrie de défense très active, qui s'est principalement fait connaître avec les drones MALE *Bayraktar TB-2*. L'embargo mis en place par la France et l'Allemagne sur la vente d'armes à la Turquie en 2019 a poussé le pays à améliorer son autonomie stratégique. Il ambitionne désormais de produire 100% de son armement. En 2021, Ankara produit 70% de son armement [34] et commence à se faire une place parmi les grands exportateurs d'armes. L'État turc compte entre autre produire un chasseur national, le *TF-X*, mais aussi un système de défense anti-aérien, le *SIPER*. Trois entreprises turques font par ailleurs désormais partie des 100 plus grandes entreprises d'armement à l'échelle mondiale [35]. Notons également ici qu'Ankara compte également améliorer ses capacités spatiales, en lançant notamment en 2023 le satellite d'observation de la Terre *IMECE* et compte également se doter de son propre port spatial, qui serait construit

en Somalie.

L'efficacité de ses drones, prouvée par leur utilisation lors de plusieurs conflits, a largement accru la vente de ces derniers. En effet, les drones *TB-2* ont d'abord été utilisés par les forces armées turques lors de leurs opérations extérieures en Syrie (dès 2016), en Irak (dès 2018), et en Libye (dès 2020). Ils ont ensuite fait leur réputation lors de la guerre des 44 jours au Haut-Karabagh en 2020, car ils se sont prouvés déterminants face à l'armée arménienne. L'Ukraine s'est procuré des drones *Bayraktar TB-2* en 2021, qu'elle a commencé à utiliser lors de l'invasion russe de l'Ukraine en février 2022 [36]. L'utilisation de ces drones a été largement relayée par les médias, participant à leur popularité à l'échelle mondiale. Les *TB-2* ont également été utilisés lors de l'offensive du gouvernement éthiopien contre l'État fédéral du Tigré entre 2020 et 2022, mais aussi lors des affrontements entre le Tadjikistan et le Kirghizistan en 2022 dans la vallée de Ferghana, ou encore au Mali dans la lutte anti-terroriste par les forces armées maliennes dès la fin de l'année 2022. Cette popularité a permis à Ankara de se placer parmi les trois premiers producteurs de drones à l'échelle mondiale [37], concurrençant notamment l'industrie israélienne, très réputée dans ce domaine.

Conclusion

Malgré les défis auxquels elle est confrontée, la Turquie a réussi à s'assurer une place de choix dans son environnement stratégique. Grâce à une politique étrangère active depuis une vingtaine d'années, mais aussi grâce à une position géographique stratégique, elle jouit désormais une position avantageuse, tant sur la scène européenne, moyen-orientale ou encore centre-asiatique. Le renforcement de ses capacités militaires, la croissance fulgurante de son industrie de défense, mais surtout ses grandes ambitions lui devraient lui permettre de devenir, à terme, une puissance d'envergure régionale.

La Turquie doit cependant encore relever de nombreux défis, surtout sur le plan intérieur : le mauvais état de l'économie turque, aggravée par les deux tremblements de terre, nécessite des réformes de fond qui varieront indiscutablement en fonction du candidat qui remportera les élections présidentielles, mais aussi du parti qui emportera le scrutin des élections législatives. Bien que la politique extérieure de la Turquie ne semble pas avoir beaucoup d'incidence sur le vote des Turcs lors des élections du 14 mai 2023 [38], un changement à la tête du pays après plus de vingt ans de gouvernance par le parti *AKP* pourrait avoir un impact considérable sur cet État aux grandes ambitions, qui usait jusque-là de ses relations ambiguës pour monter en puissance.

Copyright pour le texte 11 mai 2023-Lambert/Diploweb.com

Mise en ligne initiale le 11 mai 2023

Plus

Les cartes au format PDF haute qualité d'impression

[Carte PDF. La Turquie. Un retour en puissance sur la scène diplomatique : quand la Turquie s'assure une place de choix dans son environnement stratégique](#)

[Carte PDF. La Turquie, un point géostratégique crucial devenu une épine dans le pied de l'OTAN ?](#)

[Carte PDF. La Turquie. Une puissance militaire montante : retour aux opérations extérieures et "diplomatie du drone"](#)

Encore plus

Découvrez [notre page Posters cartographiques diploweb. Cadeaux !](#)

Vous aimez les cartes géopolitiques et vous souhaiteriez pouvoir en imprimer en haute qualité pour décorer votre bureau, votre centre de documentation, un couloir passant ou une salle de classe ? Vous voulez faire un beau cadeau original mais pas cher ? Le *Diploweb.com* pense à vous. En enregistrant sur une clé USB les fichiers PDF disponible [sur cette page](#) vous pourrez les faire imprimer sans difficulté.

P.-S.

AB Pictoris est une jeune entreprise française fondée par Blanche Lambert, cartographe indépendante. Passionnée de cartographie et de géopolitique, elle a obtenu un Master en Géopolitique (parcours cyber, IFG, Paris VIII) et en Géostratégie (Sciences Po Aix) après une licence de Géographie et Aménagement du Territoire (Paris I). Pierre Verluise Docteur en géopolitique de l'Université Paris IV - Sorbonne. Fondateur associé de Diploweb. Professeur en CPGE à Blomet (Paris). Enseigne la géopolitique en Master. Chercheur associé à la FRS. Auteur, co-auteur ou directeur d'une trentaine de livres. Producteur de trois Masterclass sur Udemty : "[Les fondamentaux de la puissance](#)" ; "[Pourquoi les données numériques sont-elles géopolitiques ?](#)" par Kévin Limonier ; "[C'était quoi l'URSS ?](#)" par Jean-Robert Raviot. Conception des cartes : AB Pictoris, Blanche Lambert et Pierre Verluise. Réalisation de la carte : AB Pictoris, B. Lambert. Rédaction du texte de commentaire : AB Pictoris, B. Lambert.

Notes

[1] Le parti *AKP* est le Parti de la Justice et du développement (*Adalet ve Kalkınma Partisi*), au pouvoir en Turquie depuis 2002.

[2] R. T. Erdogan a été Premier ministre de la Turquie entre 2003 et 2014, et se maintient à la présidence du pays depuis 2014.

[3] En effet, l'inflation est une des principales préoccupations de la population : la hausse des prix s'élève à 50,51% sur un an en mars 2023, et a subi un pic à 85% sur un an en octobre 2022. Par ailleurs, la livre turque a perdu 47% de sa valeur en 2022. Cette crise inflationniste et monétaire serait liée à la baisse des taux d'intérêts décidée par le gouvernement, qui considère que leur augmentation ne ferait « qu'empirer l'inflation ».

[4] « L'Alliance de la nation » est une coalition qui regroupe six partis d'opposition : le parti républicain du peuple (CHP), le parti du futur (Gelecek), le Bon Parti (Iyi), le Parti de la félicité (Saadet), le Parti pour le développement et le progrès (Deva), et le Parti libéral.

[5] Sept partis d'opposition ont d'ailleurs déposé une requête auprès du Haut conseil électoral pour faire annuler la candidature d'Erdogan, jugée « inconstitutionnelle », la Constitution n'autorisant que deux mandats présidentiels. Cependant, le gouvernement AKP au pouvoir soutient que le changement de régime survenu en 2017 à la suite de la tentative de coup d'Etat, passant du parlementarisme au présidentielisme, autorise Erdogan à se représenter aux élections de 2023, son mandat exécuté avant ce changement politique ne comptant pas dans le cumul des mandats.

[6] Malgré tout, ces relations étroites sont également ambiguës, la Russie et la Turquie soutenant notamment des camps opposés en Syrie et en Libye, où elles sont toutes les deux engagées sur le terrain.

[7] L'accord d'association entre la Turquie et la CEE est signé en septembre 1963, et entre en vigueur en décembre 1964.

[8] Le génocide arménien est survenu entre 1915 et 1916 au sein de l'Empire ottoman. Planifié par les « Jeunes-Turcs » (Comité Union et Progrès, au pouvoir à ces dates), il est la cause de la mort de plus d'1,2 millions d'Arméniens sur le territoire ottoman. La Turquie refuse encore de reconnaître ce génocide en 2023.

[9] La Turquie lance une offensive armée sur le nord de l'île le 20 juillet 1974, soit cinq jours après la tentative de coup d'Etat de la Garde nationale chypriote contre le président, l'archevêque Makarios. Chypre est en effet divisée depuis son indépendance en 1960 entre deux communautés - grecque et turque -, ce qui a notamment poussé l'ONU à déployer une force de maintien de la paix dès 1964 pour éviter tout débordement. Après l'invasion turque, une zone démilitarisée sépare l'île en deux parties. L'entité turque (République turque de Chypre du Nord, RTCN) auto-proclame son indépendance en 1983. À ce jour (2023), seule la Turquie reconnaît la RTCN.

[10] L'Union européenne prend la suite de la CEE dès la signature du traité de Maastricht en 1992, qui entre en vigueur en 1993.

[11] La route orientale constitue les flux de réfugiés en partance notamment de l'Afghanistan, de l'Iran, de l'Irak, de la Syrie

[12] Les négociations sont depuis gelées depuis 2018 en raison de nombreuses altercations entre Ankara et Athènes (nous y reviendrons plus tard dans cet article).

[13] Après avoir envahi puis annexé la péninsule de Crimée en 2014, la Russie a lancé une invasion à grande échelle de l'Ukraine le 24 février 2022. Le conflit dure encore au mois de mai 2023.

[14] Par exemple, la Russie a ouvert plus de 1300 sociétés à capitaux russes sur la seule

année 2022 pour contourner les sanctions occidentales, ce qui représente une augmentation de 670% par rapport à 2021.

[15] La Turquie est l'héritière de l'Empire ottoman, démantelé à la fin de la Première guerre mondiale.

[16] Les Balkans et le Caucase faisaient partie de l'Empire ottoman.

[17] Les langues azérie, kazakhe, kirghize, ouzbèke et turkmène sont des langues turciques (contrairement à la langue tadjike qui a des racines perses).

[18] La Hongrie est observatrice au sein de l'OET.

[19] La CEI est une organisation intergouvernementale créée lors du démantèlement de l'Union soviétique, qui avait pour projet de regrouper toutes les anciennes républiques socialistes soviétiques. À ce jour, seuls la Russie, la Biélorussie, le Kazakhstan, le Tadjikistan, le Kirghizistan, l'Ouzbékistan, l'Arménie et l'Azerbaïdjan en sont membres.

[20] L'OCS est une organisation intergouvernementale qui vise à sécuriser et stabiliser la région centre-asiatique, à favoriser la coopération économique, commerciale et militaire entre ses membres. La Turquie est d'ailleurs un partenaire de discussion au sein de cette organisation.

[21] Site officiel de la TIKa : https://www.tika.gov.tr/en/page/about_us-14650

[22] Le Kosovo n'est pas reconnu par l'ONU.

[23] L'Ukraine et la Géorgie, pays riverains de la Mer Noire, faisaient partie de l'Union soviétique)

[24] La Grèce et le Canada n'abritent plus de telles installations.

[25] À ce jour (2023), seul le système *Patriot* déployé par l'Espagne reste sur place. Les États-Unis et les Pays-Bas ont retiré leurs systèmes en 2015.

[26] Cela reste à nuancer : la Turquie n'abriterait que 20 B-61, dont la conception commence à dater (mise en service en 1960). La dissuasion nucléaire repose quasiment entièrement sur les capacités américaines, britanniques et françaises -les trois puissances nucléaires de l'OTAN-.

[27] La Hongrie ou encore la Serbie continuent d'importer du gaz russe malgré les sanctions, et ce, via la Turquie.

[28] J. Spicer, « Les États-Unis sanctionnent des entités basées en Turquie accusées d'aider la Russie », challenges.fr, avril 2023

[29] Les États candidats ne peuvent adhérer à l'OTAN que si les États membres approuvent

leur candidature à l'unanimité.

[30] Parti des travailleurs du Kurdistan, considéré comme une entité terroriste par la Turquie

[31] A. Sémon, « La militarisation de la diplomatie turque depuis 2016 », *Revue Défense Nationale*, 2021/HS3, pp.70-75

[32] Le Soudan affirme cependant que la Turquie n'y construira pas de base militaire.

[33] Données de la Banque Mondiale (2021), les dépenses militaires de la Turquie ont baissé par rapport à 2019 où elles s'élevaient à 20,44 milliards de dollars

[34] A. Sémon, « La militarisation de la diplomatie turque depuis 2016 », *Revue Défense Nationale*, 2021/HS3, pp.70-75

[35] P. Moyeuve, « Les objectifs 2023 de l'industrie d'armement turque », *Iris-france.org*, mars 2023

[36] La Turquie en a ensuite livré en 2022

[37] P. Moyeuve, « Les objectifs 2023 de l'industrie de défense turque », *iris-franco.org*, mars 2023

[38] S. Yenel, « Turquie. Pourquoi les élections du 14 mai 2023 sont-elles cruciales ? », *Diploweb.com*, mai 2023